

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles  
Services de l'État en Vaucluse  
84905 AVIGNON cedex 09

Avignon, le 06/06/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/05/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SERRE FRERES ET CIE**

Quartier Saint Jacques  
84560 Ménerbes

Références : D-0389-2025  
Code AIOT : 0006402061

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/05/2025 dans l'établissement SERRE FRERES ET CIE implanté Soubeyran 84560 Ménerbes. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SERRE FRERES ET CIE
- Soubeyran 84560 Ménerbes
- Code AIOT : 0006402061
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SERRE FRERES & Cie exploite une carrière au lieu-dit « Soubeyran », sur la commune de MENERBES. Les activités exercées relèvent de l'autorisation au titre de la rubrique 2510 de la nomenclature des ICPE. Les activités du site sont autorisées par l'arrêté préfectoral du 4 février 2025, pour une durée de 30 ans et un tonnage annuel moyen de 7000 tonnes.

## **Contexte de l'inspection :**

- Récolement de l'arrêté d'autorisation du 4 février 2025

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Clôtures et barrières	Arrêté Préfectoral du 04/02/2025, article 2.1.3	/	Demande d'action corrective	2 mois
5	Déclaration de mise en service	Arrêté Préfectoral du 04/02/2025, article 2.1.5	/	Demande d'action corrective	3 mois
7	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 04/02/2025, article 7.4.2	/	Demande d'action corrective	2 mois
9	lutte contre les émissions de poussières	Arrêté Préfectoral du 04/02/2025, article 3.2.3	/	Demande d'action corrective	avant la prochaine campagne d'extraction
10	Accueil de matériaux en provenance de l'extérieur	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3 III	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	Prochain apport de terres
11	Registre national des terres excavées et sédiments	Code de l'environnement du 29/06/2021, article R541-43-1	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	Prochain apport de terres

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	garanties financières	Arrêté Préfectoral du 04/02/2025, article 1.5.3	Sans objet
2	Information des tiers	Arrêté Préfectoral du 04/02/2025, article 2.1.1	Sans objet
3	Bornage	Arrêté Préfectoral du 04/02/2025, article 2.1.2	Sans objet
6	Surveillance périodique des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 04/02/2025, article 6.2.4	Sans objet
8	accessibilité	Arrêté Préfectoral du 04/02/2025, article 7.4.1.1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspecteur de l'environnement a constaté quatre non-conformités au cours de cette visite, relatives aux dispositifs de limitation des accès au site, aux moyens de lutte contre l'incendie, à la limitation des émissions de poussières, ainsi qu'à la déclaration de mise en service. Le non-respect des prescriptions faisant l'objet de demandes d'actions correctives peut conduire l'inspection à proposer à monsieur le Préfet d'engager les suites administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

En raison de l'absence d'apport de terres extérieures depuis la dernière inspection, les écarts relevés lors de l'inspection effectuée en 2023 n'ont pu être soldés.

Enfin, des compléments d'informations sont demandés concernant le suivi des niveaux sonores, l'accessibilité au site par le SDIS et le bornage.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : garanties financières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/02/2025, article 1.5.3
<b>Thème(s) :</b> Autre, garanties financières
<b>Prescription contrôlée :</b> Dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, dans les conditions prévues par le présent arrêté, l'exploitant adresse au préfet : <ul style="list-style-type: none"><li>le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012, relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;</li><li>la valeur datée du dernier indice public TP01 en base 2010.</li></ul>
<b>Constats :</b> Par courrier du 10 mars 2025, l'exploitant a transmis l'acte de cautionnement de son organisme bancaire, en date du 7 mars 2025, pour un montant de 84 344€ pour la période du 18/08/2025 au 17/08/2030. Cet acte vient renouveler l'acte du 05/06/2024, valable pour la période du 18/08/2024 au 17/08/2025.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Information des tiers

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/02/2025, article 2.1.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Information des tiers
<b>Prescription contrôlée :</b> Avant le début de l'exploitation, l'exploitant est tenu de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux indiquant, en caractères apparents, son identité, la référence de l'autorisation préfectorale, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
<b>Constats :</b> L'inspection a pu constater le jour de la visite la présence du panneau à l'entrée de la carrière, reprenant les informations demandées (cf photographie en annexe)
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Bornage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/02/2025, article 2.1.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Bornage
<b>Prescription contrôlée :</b> Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer : <ul style="list-style-type: none"><li>• des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation,</li><li>• le cas échéant, des bornes de nivellement.</li></ul> Ces bornes doivent toujours être dégagées et demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.
<b>Constats :</b> L'exploitant indique que le bornage a été effectué la semaine précédente par le géomètre, le plan n'a pas encore été transmis. Un contrôle par sondage des bornes a été effectué sur site (partie Est de la carrière) : la présence des 3 bornes recherchées a pu être constatée sur le terrain (cf photographie en annexe).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit transmettre, au plus sous 1 mois, le plan de bornage établi par le géomètre (éventuellement sous format numérique).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 4 : Clôtures et barrières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/02/2025, article 2.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Clôtures et barrières
<b>Prescription contrôlée :</b> Afin de prévenir l'accès de tiers aux zones et activités dangereuses présentes dans l'établissement, le périmètre d'autorisation est ceinturé par une clôture efficace ou par tout dispositif équivalent et continu dont le franchissement implique un acte volontaire. Cette clôture est renforcée par la fixation robuste sur celui-ci, à intervalles réguliers, de panneaux avertisseurs de danger et d'accès interdit, tournés vers l'extérieur du périmètre d'autorisation. Le nombre des parties ouvrantes dans cette clôture est tenu au strict minimum nécessaire aux besoins de l'exploitation des installations et activités réglementées par le présent arrêté ainsi qu'à l'accueil des flux de poids lourds venant sur site. L'exploitant met en place une signalisation verticale aux points d'entrée dans le périmètre d'autorisation depuis la voie publique. Cette signalisation indique notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>• l'obligation pour tout arrivant de se soumettre au contrôle par l'exploitant des accès au sein de l'établissement,</li><li>• les règles essentielles de la circulation des véhicules au sein du périmètre d'autorisation, les balisages à suivre,</li><li>• la vitesse maximale de déplacement au sein du périmètre d'autorisation.</li></ul>
<b>Constats :</b> Un contrôle par sondage de la clôture et du panneautage a été effectué le jour de la visite (partie Est de la carrière). L'inspection a pu constater que le périmètre d'autorisation n'est que partiellement clôturé (clôture 3 fils ou blocs de pierre). Toutefois, l'accès direct à la partie supérieure des fronts d'extraction est limité par une clôture 3 fils, des blocs de pierre et du panneautage signalant les dangers.  Par ailleurs, l'exploitant n'a pas encore mis en place une signalisation verticale au point d'entrée dans le périmètre d'autorisation depuis la voie publique, comprenant notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>• l'obligation pour tout arrivant de se soumettre au contrôle par l'exploitant des accès au</li></ul>

<p>sein de l'établissement,</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les règles essentielles de la circulation des véhicules au sein du périmètre d'autorisation, les balisages à suivre,</li> <li>• la vitesse maximale de déplacement au sein du périmètre d'autorisation.</li> </ul> <p>Il précise que cette signalétique sera mise en place prochainement, dès implantation des dispositifs de lutte contre l'incendie.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit, sous 2 mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• mettre en place la signalisation verticale demandée au point d'entrée dans le périmètre d'autorisation ;</li> <li>• compléter la clôture et le panneautage du site, afin que l'ensemble du périmètre d'autorisation soit ceinturé, y compris les zones non encore exploitées.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

#### N° 5 : Déclaration de mise en service

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/02/2025, article 2.1.5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Déclaration de mise en service</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant doit, avant le début de l'exploitation, mettre en place les aménagements préliminaires définis au présent chapitre. Dès que ces aménagements ont été réalisés, l'exploitant notifie au préfet et au maire des communes concernées la mise en service de l'installation. Il adresse, dans le même temps ou au préalable, au préfet le document établissant la constitution des garanties financières.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant n'a pas encore effectué la déclaration de mise en service.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit, au plus sous 3 mois, effectuer la déclaration de mise en service après finalisation des aménagements préliminaires.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 6 : Surveillance périodique des niveaux sonores

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/02/2025, article 6.2.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance périodique des niveaux sonores</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée par une personne ou un organisme qualifié, en limite de propriété et de zone à émergence réglementée.</p> <p>Cette mesure est réalisée notamment au plus près de la propriété sise sur la parcelle AL167 lors d'une journée de pleine activité de la carrière, à savoir lorsque les activités suivantes sont menées : extraction ou sciage des blocs, chargement des blocs sur les poids lourds, évacuation des blocs en empruntant le chemin rural n°33 dit chemin des carrières.</p>

<p>Une première mesure est effectuée dans les trois mois suivants la mise en service de l'installation, puis selon une fréquence annuelle.</p> <p>Si, à l'issue de 5 campagnes de mesures successives, les résultats des mesures de niveaux de bruit et de niveaux d'émergence sont conformes aux dispositions du présent arrêté, la fréquence des mesures peut être trisannuelle.</p> <p>Si le résultat d'une mesure dépasse une valeur limite (niveau de bruit ou émergence), la fréquence des mesures redevient annuelle.</p> <p>Le contrôle redevient trisannuel dans les mêmes conditions que celles indiquées à l'alinéa précédent.</p> <p>Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.</p> <p>Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.</p> <p>Les résultats des mesures réalisées sont transmis au préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis le rapport établi par le bureau d'études ARCA2E du 21/03/2025, relatif aux mesures effectuées le 10/03/2025. 5 points de mesures ont été effectués :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 3 points en limite de site ;</li> <li>• 2 points en zones à émergence réglementée (ZER), dont un point à proximité immédiate de la parcelle AL167.</li> </ul> <p>L'ensemble des mesures effectuées sont conformes aux valeurs limites imposées par l'arrêté préfectoral du site.</p> <p>En outre, le rapport précité mentionne également :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les moyens de mesures utilisés (sonomètres de classe 2, satisfaisant aux normes CEI, AFNOR et ANSI) et leurs certificats d'étalonnage ;</li> <li>• le logiciel de traitement de données utilisé ;</li> <li>• la référence de la norme appliquée (NF S 31-010).</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit, sous 1 mois, justifier de la qualification des opérateurs ayant effectué les mesures des niveaux sonores.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 7 : Moyens de lutte contre l'incendie

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/02/2025, article 7.4.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</li> <li>• de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local ;</li> <li>• l'identifier du transformateur à l'entrée du site ;</li> </ul>

- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques (algécos,...), à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;
- les véhicules doivent être équipés d'un extincteur à poudre de 9 kg ;
- d'un point d'eau naturel ou artificiel (PENA) type réserve incendie offrant une capacité de 120 m<sup>3</sup> minimum ou le raccordement au réseau du canal de Provence pour un débit de 60 m<sup>3</sup>/h pendant 2h. Son emplacement exact doit être vu en accord avec le bureau prévention de la compagnie de cavaillon. L'installation est conforme aux annexes du règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie (RDDECI).

L'exploitant doit :

- informer le bureau prévision de la compagnie de Cavaillon lors des travaux de mise en place des points d'eau incendie (PEI) ;
- signaler au service public (inter)communal de DECI, l'achèvement des travaux relatifs à l'implantation ou l'amélioration de la DECI, afin de réaliser une visite de réception obligatoire en présence des sapeurs-pompiers et enregistrer le (les) nouveau(x) PEI dans la base de données départementale de la DECI.

Si les moyens de défense incendie sont moindres, l'exploitant est en mesure de présenter à l'inspection des installations classées, l'accord écrit des services d'incendie et de secours et les justificatifs attestant des moyens de défense incendie immédiatement disponibles demandés par ces mêmes services.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

L'exploitant tient à jour et à disposition des SIS, un registre indiquant la nature et la quantité maximale des produits dangereux sur le site.

#### **Constats :**

Aucun engin n'était présent sur le site de la carrière le jour de la visite. Toutefois, l'inspection a pu constater que le chargeur et le véhicule léger utilisés sur la carrière sont équipés d'extincteurs, à jour de leur contrôle annuel (véhicules présents sur la taillerie). Les opérateurs disposent de téléphones portables pour alerter les secours.

Concernant le point d'eau, l'exploitant indique que son emplacement a été vu en accord avec le SDIS de Cavaillon. L'exploitant souhaite installer une borne incendie sur le réseau du canal de Provence, passant à proximité immédiate de la carrière. Toutefois, les travaux n'ont pas encore été réalisés à la date de la visite.

Il mentionne que le plan du site à destination du SDIS, comportant notamment l'identification du transformateur à l'entrée du site, sera finalisé après implantation définitive de la borne incendie.

L'exploitant précise qu'aucune opération d'extraction ne sera menée avant le mois de septembre. Il indique également qu'aucun produit dangereux n'est stocké sur la carrière (absence de stockage d'hydrocarbures,...).

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit, dans les meilleurs délais et au plus sous 2 mois :

- mettre en place le PENA prescrit par l'arrêté d'autorisation. L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur la nécessité de disposer toute l'année du débit d'eau requis et, à ce



<p>titre, invite l'exploitant à s'assurer que le réseau du canal ne connaît pas de période de chômage. Le procès-verbal de réception sera transmis sous un délai de 3 mois ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>transmettre le plan du site à destination du SDIS, comportant notamment l'identification du transformateur à l'entrée du site.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 8 : accessibilité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/02/2025, article 7.4.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, accessibilité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Les portails et barrières du site permettant l'accès aux installations sont équipées d'un dispositif de déverrouillage des accès soit (guide technique relatif aux voies de desserte à usage des sapeurs-pompier) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>par une clé polycoise en dotation au SDIS 84 ;</li> <li>par un dispositif facilement destructible par les moyens du SDIS (consultation du SDIS pour avis).</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Actuellement, l'accès au site est interdit pas un portail avec cadenas. L'exploitant précise que le SDIS a donné son accord oral pour ce type de fermeture.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit, sous 1 mois, transmettre un écrit du SDIS confirmant son accord pour l'utilisation de ce moyen de fermeture.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 9 : lutte contre les émissions de poussières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/02/2025, article 3.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, lutte contre les émissions de poussières
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant prend les dispositions suivantes pour prévenir et limiter les envols de poussières :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>les zones de roulage (voies de circulation, carreau de la carrière) sont humidifiées au moyen d'une arroseuse mobile, notamment lors d'épisodes venteux ;</li> <li>la vitesse des engins sur les pistes est adaptée pour limiter les émissions de poussières ;</li> <li>les engins, véhicules de transport et de manutention utilisés sont conformes à la réglementation en vigueur relative aux rejets atmosphériques. Ils utilisent du gasoil non-routier s'ils ne sont pas munis de filtres à particules. Toutes les dispositions sont prises pour limiter au maximum leurs émissions par l'organisation optimale du charroi sur le site ;</li> <li>les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussières ou de boue sur les voies publiques. Le cas échéant, des dispositifs tels que le lavage des roues des véhicules ou tout autre dispositif équivalent sont prévues ;</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site n'est pas encore équipé d'une arroseuse mobile. De même, le panneautage de limitation de vitesse des engins et d'organisation du charroi n'a pas été mis en place.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit, au plus tard avant la prochaine campagne d'extraction, mettre en place un dispositif d'arrosage des pistes et le panneautage requis.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> avant la prochaine campagne d'extraction

**N° 10 : Accueil de matériaux en provenance de l'extérieur**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3 III / Arrêté ministériel du 31 mai 2021, article 1 <sup>er</sup>
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traçabilité des matériaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 27/04/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : lettre préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : prochain apport de terres</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <u>Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3 III :</u> [...] L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des déchets ainsi que les moyens de transport utilisés. Il tient à jour également un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre précité. [...] <p><u>Arrêté ministériel du 31 mai 2021, article 1<sup>er</sup> :</u> [...] Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'<a href="#">article L. 541-30-3 du code de l'environnement</a>, l'heure de la pesée du déchet ;</li> </ul> <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la dénomination usuelle du déchet ;</li> <li>- le code du déchet entrant au regard l'<a href="#">article R. 541-7 du code de l'environnement</a> ;</li> <li>- s'il s'agit de déchets POP au sens de l'<a href="#">article R. 541-8 du code de l'environnement</a> ;</li> <li>- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;</li> <li>- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux <a href="#">articles R. 541-45 du code de l'environnement</a> et <a href="#">R. 1335-4 du code de la santé publique</a> ;</li> <li>- la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ;</li> </ul> <p>c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;</li> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;</li> <li>- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;</li> <li>- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'<a href="#">article L. 541-10-1 du code de l'environnement</a> ;</li> <li>- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'<a href="#">article R. 541-56 du code de l'environnement</a>, si le déchet est géré par un</li> </ul>

<p>courtier ou un négociant ;</p> <p>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'<a href="#">article R. 541-53 du code de l'environnement</a> ;</p> <p>d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :</p> <p>- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;</p> <p>- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;</p> <p>- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Constat le 27/04/2023 :</b> L'exploitant a mis en place un registre pour lister les apports de terres en provenance de l'extérieur et utilisées dans le cadre de la remise en état du site. Ce registre ne comporte pas l'ensemble des informations requises par la réglementation à savoir celles listées à l'article 1 de l'arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 et suivants du code de l'environnement.</p> <p><b>Constat le 27 mai 2025 :</b> aucun apport de déchet inerte extérieur n'a été réalisé depuis 2020, d'après le registre présenté par l'exploitant le jour de la visite. L'inspection constate toutefois que l'exploitant a ajouté le 07/07/2023 des rubriques à son registre, afin de répondre aux dispositions de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du 31 mai 2021.</p> <p>L'inspection signale que l'utilisation de terres extérieures pour la remise en état de la carrière constitue une opération de valorisation, relevant du code du traitement R5 « Recyclage ou récupération d'autres matières inorganiques » selon l'annexe II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit, à compter du prochain apport de terres extérieures, compléter son registre avec l'ensemble des informations requises par la réglementation.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> prochain apport de terres</p>

**N° 11 : Registre national des terres excavées et sédiments**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 29/06/2021, article R541-43-1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traçabilité des terres</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 27/04/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : lettre préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : prochain apport de terres</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des terres excavées et sédiments ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes produisant ou traitant des terres excavées</p>

et sédiments, y compris les personnes effectuant une opération de valorisation de terres excavées et sédiments et les personnes exploitant une installation de transit ou de regroupement de terres excavées et sédiments. Le registre national des terres excavées et sédiments et le registre national des déchets mentionné à l'article R. 541-43 peuvent constituer une unique base de données.

Ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission a lieu, au plus tard, le dernier jour du mois suivant l'expédition, la réception ou le traitement, y compris la valorisation, des terres excavées et sédiments, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges automatisés de données selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement.

**Constats :**

**Constat le 27/04/2023 :** Le registre chronologique de réception de terres présenté par l'exploitant tenu depuis 2015 fait état de 940 m3 de terres reçues et remblayées sur le site.

La réception des terres dans un but de valorisation ne peut donc être exemptée de déclaration au registre ( R541-43-1 IV 3° : "Sans préjudice des articles R. 541-43 et R. 541-45, les personnes valorisant des terres excavées et sédiments lorsque le volume utilisé pour une même opération de valorisation est inférieur à 500 m3.).

**Constat le 27 mai 2025 :** Aucun apport de déchet inerte extérieur n'a été réalisé depuis 2020, d'après le registre présenté par l'exploitant le jour de la visite.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Pour les prochains apports de terres, l'exploitant devra déclarer ces derniers au registre national des terres excavés et sédiments.

La transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments permet de s'acquitter de l'obligation de tenir à jour et de conserver le registre prévu au I du R.541-43-1 . (<https://rndts-diffusion.developpement-durable.gouv.fr/fr>)

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** prochain apport de terres



Annexe au rapport de la  
visite d'inspection du 27 mai 2025 – carrière Serre Frères à Ménerbes  
Planche de photographies

Photo n°1 – panneaux à l'entrée de la carrière

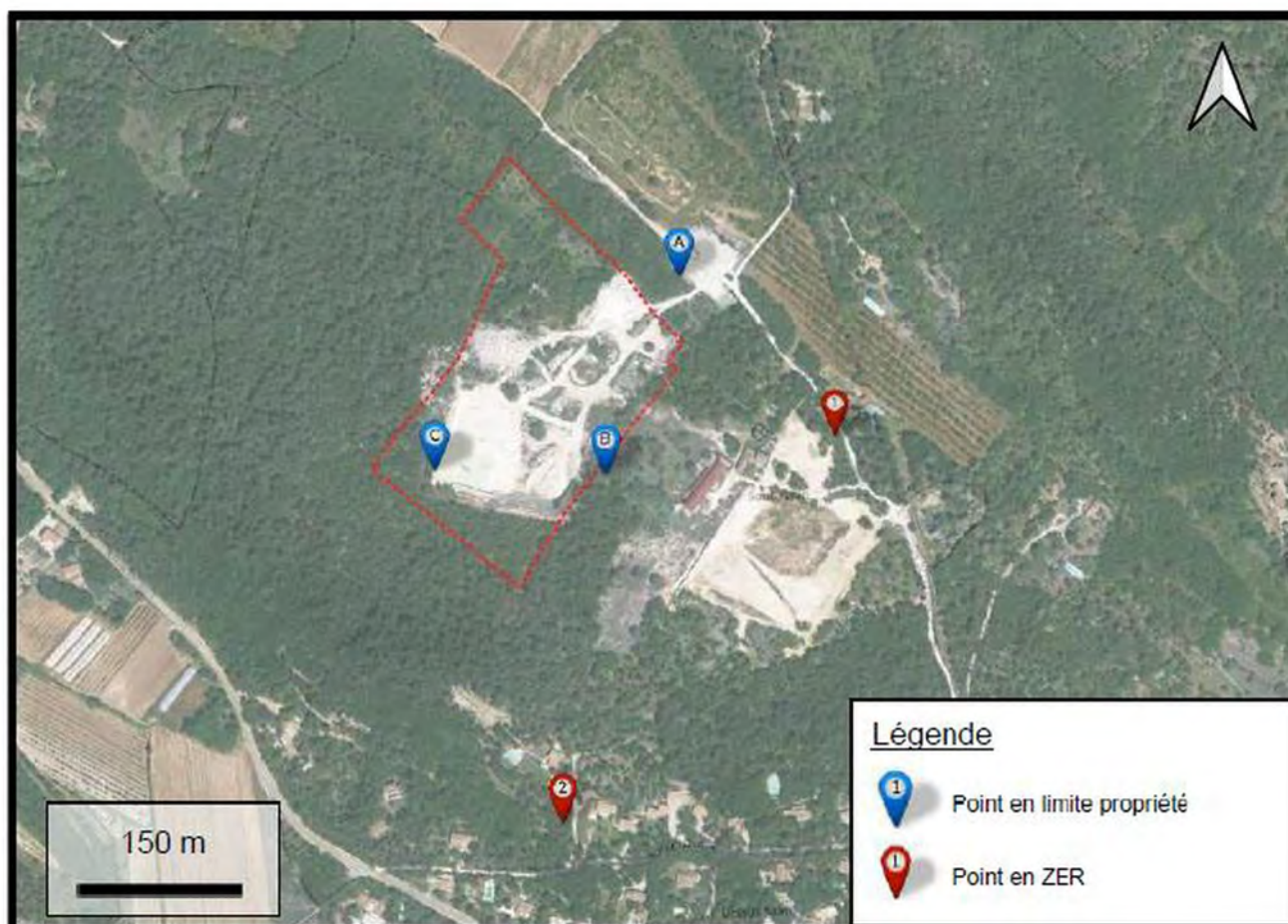


Photo n°2 – borne délimitant le périmètre d'autorisation





### Photos n°3 – points de mesure des niveaux sonores



### Photos n°4 – extrait du registre déchets

• Territoires • Péninsule • Exclure • Recueillir  
 • Charte • • • • •  
 • Péninsule • • • • •  
 • Exclure • • • • •  
 • • • • •

08/10/20	Terres et cailloux ne contenant pas de substance dangereuse	17 05 04	200 M3		Mme Yolanda Aroujo Arraur 757 Chemin de Lujet Qtr Coutard 84480 LACOSTE		200 M3
Exemple 2023	Terres et cailloux ne contenant pas de substance dangereuse	17 05 04	XX M3	Chantier travaux public Ménerbes (84) La raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets.	La raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;	Utilisation sans traitement pour finaliser la remise en état ou améliorer le surfacage.	XX M3

Mise à jour = le 07/07/2023